

Forum sur la sécurité des travaux à proximité des réseaux (DT/DICT)

Le 11 février 2020 à La Teste de Buch

La réforme anti-endommagement :

Evolution réglementaire

Matthieu DUPONT

DREAL – Service Environnement Industriel

Division Canalisations



PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Sommaire

1 - Bilan de la réforme depuis 2012 & retour d'expérience

2 - Point réglementaire et évolution

3 - Les actions de l'État



Bilan de la réforme depuis 2012

Une **adaptation progressive des pratiques** des responsables de projet, des exploitants de réseaux et des entreprises de travaux :

- 5 millions de km de réseaux enregistrés sur le GU ;
- 4,8 millions de récépissés en 2017 (RDT, RDICT, RDC, RATU) ;
- meilleure connaissance des techniques de travaux.



Des **dommages en nette diminution** depuis le lancement de la réforme grâce à une forte implication des principaux acteurs :

- 40% depuis le 1er juillet 2012.

Bilan de la réforme depuis 2012

Taux de dommages = Σ (dommages souterrains & aériens) / Σ (RDICT, RDC, RTU)

	Total dommages	Evolution dommages	Taux dommages
2013	24 441		0,71 %
2014	19 317	-21 %	0,59 %
2015	18 382	-5 %	0,55 %
2016	16 994	-8 %	0,48 %
2017	16 698	-2 %	0,45 %
2018	16 417	-2 %	0,41 %

Sources Observatoire
National : Orange,
Enedis, GRDF, RTE,
GRT GAZ, TERECA



Une meilleure définition du rôle de chacun des acteurs

- Enregistrement réseaux
- Amélioration Cartographie
- Répondre DT avec :
meilleurs plans disponibles

- DT
- AIPR : « **Concepteurs** »
- Investigations complémentaires
- Marchés : réponses DT,
Résultats des IC,
Clauses particulières...
- Marquage piquetage...

- DICT
- AIPR : « **Encadrants** » et
« **Opérateurs** »
- Techniques adaptées
- Arrêts de travaux
et constats contradictoires
- Maintien du marquage
piquetage...

**Exploitant
de réseaux**

**Responsable
de projet**

**Exécutant
de travaux**

**Réduction
dommage**

- Réponse DICT : meilleurs
plans disponibles
- Précautions spécifiques

Retour d'expérience : Responsable de projet

- **Usage excessif de la DT/DICT conjointe** afin de raccourcir la procédure et d'éviter de produire des IC
- **Oubli de renouveler une DT/DICT périmée**
- **Marquage-Piquetage** pas effectué
- **Compte-rendu de marquage-piquetage cosigné** pas transmis à l'exécutant de travaux
- **Absence de communication des résultats d'IC** aux exploitants des réseaux
- **Marché : Pas d'identification de manière explicite des opérations déléguées** → marquage-piquetage.

Retour d'expérience : Exécutant de travaux

- **Ne respecte pas les prescriptions**, en référence au fascicule 2 dans les récépissés de déclaration des exploitants
- **N'imprime pas les plans aux formats (A3, A4...)** proposés sur les plans
- Les **compétences** des employés des **entreprises sous-traitantes** ne sont pas toujours vérifiées (AIPR)
- Absence de **maintien du marquage-piquetage**
- Non **présence des récépissés** de déclaration **sur les chantiers**
- **Mauvaise utilisation des techniques douces** (absence d'embout sur l'aspiratrice...)

Retour d'expérience : Exploitant de réseaux

- Plans ne permettant pas **une précision suffisante** du positionnement **des ouvrages**
- Certains réseaux ne sont **pas enregistrés sur le GU** (digues, assainissement...)

Des ajustements réglementaires néanmoins nécessaires

1 décret en Conseil d'État modifiant la partie réglementaire du code de l'environnement : **décret du 22 octobre 2018**

1 arrêté modifiant 6 arrêtés d'application : **arrêté du 26 octobre 2018**

→ **tenir compte du retard dans l'amélioration de la cartographie et du retour d'expérience**



2 – Évolutions réglementaires entrées en vigueur à partir du 01/01/2020

2.1 - Nouvelles versions des fascicules

2.2 - Évolutions pour les exploitants

2.3 - Évolutions pour les responsables de projet / exécutants de travaux

2.1 - Nouvelles versions des fascicules



**GUIDE D'APPLICATION
DE LA REGLEMENTATION**
relative aux travaux à proximité des réseaux

Fascicule 1
DISPOSITIONS GENERALES
Version 2



GUIDE D'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION
relative aux travaux à proximité des réseaux
Fascicule 1 version 2
décembre 2019
Page 1



**GUIDE D'APPLICATION
DE LA REGLEMENTATION**
relative aux travaux à proximité des réseaux

Fascicule 2
GUIDE TECHNIQUE
Version 3



GUIDE D'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION
relative aux travaux à proximité des réseaux
Fascicule 2 version 3
septembre 2018
Page 1 sur 234



**GUIDE D'APPLICATION
DE LA REGLEMENTATION**
relative aux travaux à proximité des réseaux

Fascicule 3
**FORMULAIRES ET
AUTRES DOCUMENTS PRATIQUES**
Version 2



GUIDE D'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION
relative aux travaux à proximité des réseaux
Fascicule 3 version 2
Novembre 2019
Page 1



**Entrée en vigueur
janvier 2020**

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE

**Entrée en vigueur
janvier 2019**

**Entrée en vigueur
janvier 2020**

2.2 - Évolutions pour les exploitants

Obligations des exploitants de réseaux

En réponse aux déclarations, les plans transmis par les exploitants de réseaux sont de **précisions variables**

3 classes de précisions sont définies :

- **classe A** : incertitude max localisation ≤ 40 cm (réseau rigide)
ou ≤ 50 cm (réseau flexible)
- **classe B** : incertitude max localisation $>$ classe A et $\leq 1,5$ mètre
ou ≤ 1 m si branchements sensibles
- **classe C** : incertitude max localisation $>$ classe B.

Classe A obligatoire :

- Nouveaux réseaux posés $>$ juillet 2012
- Réseaux sensibles (gaz, électricité, TMD ...) en unité urbaine (cf. INSEE)
(entrée en vigueur au 01/01/2020)

Nouveau mécanisme de réponse aux DT applicable

- A partir du **1er janvier 2020** pour réseaux sensibles (gaz, électricité, TMD ...) en unité urbaine :
 - **obligation de répondre aux DT en classe A sauf pour** (AM.15-02-2012-art.7-I-6° & 7-1) :
 - Parties d'ouvrages cartographiées, très limitées et difficiles d'accès : intersections de routes, traversées obliques de routes, présence d'infrastructure au-dessus ou mesures de localisation en échec ;
 - Branchements cartographiés ;
 - Branchements non cartographiés mais munis d'affleurant visible ou dotés de dispositif de sécurité (à préciser sur le récépissé de DT);
 - Parties non classées A uniquement pour l'altimétrie ;
 - Réponses aux ATU.

Nouveau mécanisme de réponse aux DT applicable

En cas de plans « non-conformes », soit :

- l'exploitant réalise lui même des **mesures de localisation (ML) dans la zone d'emprise des travaux**
- l'exploitant **demande au responsable de projet de faire des investigations complémentaires (IC)**
- l'exploitant demande **un rendez-vous sur site (RDV) pour fournir les informations**

→ L'exploitant peut **demander des précisions** sur la zone où seront effectués les travaux affectant le sol pour affiner sa réponse dans le délai réglementaire de réponse à la DT (9/15j) (D-R.554-22-I).

ML : Mesures de localisation

- L'exploitant réalise lui même des **mesures de localisation dans la zone d'emprise des travaux + 2 m** (AM.15-02-2012-art.7-1-1°) :
 - il en **informe le déclarant** dans le délai réglementaire de réponse à la DT (9/15j) (D-R.554-22-I).
 - il dispose alors d'un **délai supplémentaire de 15 jours** pour fournir des données de localisation conformes.
 - Obligation d'inclure les branchements non cartographiés sans affleurant visible, ni dispositif automatique de sécurité.

IC : Investigation complémentaire

- A l'exception des cana TMD*, l'exploitant **demande au responsable de projet de faire des IC** à la charge de l'exploitant (AM.15-02-2012-art.7-1-2° + annexe 6) ;
- la facture à la charge de l'exploitant est établie **au prorata de la longueur des ouvrages non rangés dans la classe A, branchements inclus.**
- Les IC doivent être confiées à **un prestataire certifié.**

* : TMD → Transport de matières dangereuses

RDV : Rendez-vous sur site

- L'exploitant a toujours la possibilité de demander **un RDV sur site pour fournir les informations** (AM.15-02-2012-art.7-II).
- Le **RDV sur site reste obligatoire** si cana TMD ou cana distribution de gaz répondant à l'un des 3 critères [> 4 bar / travaux avec opération sans tranchée / difficultés d'accès pour une intervention d'urgence] (AM.15-02-2012-art.7-III)

Autres évolutions pour les exploitants

En 2019 :

- Archivage pendant 2 ans des constats contradictoires de dommages

Avant le 30 septembre 2020 :

- Pour les exploitants de réseaux > à 100 000 km : fournir le bilan de l'année 2019 (AM.15-02-2012-art.17&25). → A partir de **2022** : Bilan à fournir pour tout réseau > à 500 km

Au 1^{er} janvier 2021 :

- Incertitude classe B pour les **branchements** des réseaux non-sensibles : **1 mètre** (idem sensibles) (AM.15-02-2012-art.1-3°) ;

Au 1^{er} janvier 2026 :

- Applications du nouveau mécanisme de réponse au DT (AM.15-02-2012-art.25) :
 - pour les **sensibles hors unité urbaine** ou pour les **non sensibles en unité urbaine** ; (Au 1^{er} janvier 2032 pour les **non sensibles hors unité urbaine**).
- PCRS* : Obligation d'utilisation le fond de plan d'interface cartographique du GU **pour tout type de réseau et sur tout le territoire** (AM.15-02-2012-art.7-I-7°&25).

* : PCRS → Plan corps de rue simplifié

2.3 - Évolutions pour les responsables de projets et exécutants des travaux

Nouveau mécanisme IC

A compter du **1^{er} janvier 2020**, IC obligatoires lorsque demandées par l'exploitant dans sa réponse à la DT, (AM.15-02-2012-art.7-2-II) :

→ IC à la **charge de l'exploitant** (D-R.554-23-II) au prorata de la longueur non classée A (AM.15-02-2012-Annexe 6).

■ RAPPELS :

Le responsable de projet peut toujours décider de réaliser les IC ou des opérations de localisation (OL), si la faisabilité ou la sécurité des travaux le justifie notamment pour les travaux sans tranchée : IC ou OL, à prévoir dans un marché ou lot séparé (D-R.554-23-III)

Les résultats des IC sont à envoyer **15 jours après** leur réception à l'exploitant (D-R.554-23-II).

Obligation de se rendre au rendez-vous sur site proposé par l'exploitant le cas échéant (D-R.554-22-II & AM.15-02-2012-7-II)

Compétence et AIPR

- **Obligation de disposer des compétences** pour (AM.15-02-2012-art.20-II) :
 - Toute personne chargée par le Resp. projet de la préparation et ou du suivi du projet de travaux
 - Toute personne travaillant sous la direction de l'exécutant des travaux comme encadrant, intervenant direct ou suiveur.
- **Obligation AIPR** pour :
 - 1 personne/Resp. projet si travaux avec plusieurs exécutants (AM.15-02-2012-art.21)
 - Exécutants : tous les encadrants, tous les intervenants travaux urgents, tous les conducteurs d'engins listés dans **l'annexe 4 (ajout conducteur camions à benne basculante)**, + (à venir : suiveurs)
- Conditions « administratives » de délivrance de l'AIPR modifiées :
 - Le **CACES R3xx délivré après le 01/01/19 pas suffisant** → Obligation option IPR ou autre attestation reconnue
 - Pour les travaux exclusivement aériens sans impact sur travaux souterrains (conducteurs de grues) : habilitation électrique R. 4544-10 du code du travail reconnue pour délivrance de l'AIPR

Délivrance d'une AIPR

- L'AIPR est délivrée par l'employeur aux personnes :
 - Ayant les connaissances relatives aux travaux à proximité des réseaux → **condition de compétence de la personne concernée**
 - Titulaires d'une des pièces justificatives (CACES, Diplômes, attestation de réussite au QCM-IPR...) → **Condition « administrative »**

3 - Actions de l'État

3.1 - Participation à l'animation du dispositif

3.2 - Contrôles

3.3 - Sanctions

3.4 - Bilan des actions DREAL

3.1 – Participation à l'animation du dispositif

- Participation aux **actions d'information et de sensibilisation**
- Participation aux réunions des **observatoires DT-DICT**
- Suivi de l'**enregistrement des exploitants** de réseau sur le guichet unique
- Réponses aux **questions des déclarants** sur le guichet unique sous 5 jours

A screenshot of the 'Guichet Unique' website. The header features the French Republic logo, the text 'Ministère de la Transition Écologique et Industrielle', and the slogan 'construire sans détruire'. Below the header is a navigation bar with links: 'Construire sans détruire', 'Communication', 'Outils', 'FAQ', and 'Mon espace'. The main content area shows a breadcrumb trail: 'Accueil > Mon espace > Contacter le support'. There is a 'Contacter le support' button. Below this, a section titled 'Contacter le support' states: 'Le formulaire ci-dessous vous permet de nous contacter. Nous vous répondons dans un délai maximum de 5 jours.' There is a 'Sujet' field with a dropdown arrow and a text input box.

3.2 - Contrôle documentaire

- Analyse et enquête systématique de tous les endommagements portés à la connaissance de la DREAL
 - Envoi d'un courrier de sensibilisation ou d'avertissement aux différents acteurs (responsables de projet / exécutants des travaux / exploitants de réseaux), leur demandant d'apporter des réponses sous 1 mois et de mettre en place une organisation pour éviter toute récurrence.
 - Enregistrement et suivi des récidivistes

3.2 - Contrôle sur le terrain

- **Réalisation de visites de chantiers sur le terrain :**
 - Visites dites « Inopinées »,
 - Visites dites « Réactives » à la suite d'un endommagement.

3.3 - Sanctions pour les écarts les plus graves

L'autorité compétente peut **suspendre** la réalisation de travaux en cas d'urgence liée à la sécurité cf Art. L. 554-1-1 et R. 554-38 du code de l'environnement.

Sanctions pénales cf. Art L. 554-1-1 :

- absence de DT ou DICT pour des travaux à proximité de canalisations de gaz, de chaleur ou de transport de matières dangereuses (15 000 €) ;
- non déclaration d'une dégradation de ces canalisations (30 000€).



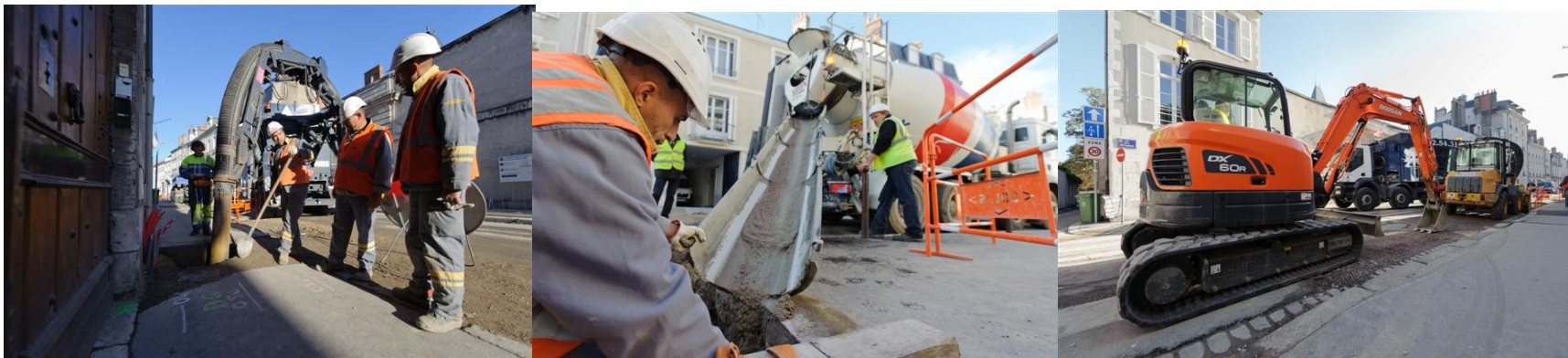
Amendes administratives cf. Art R. 554-35 (1 500 €) doublé en cas de récidive :

non déclaration d'ouvrage, absence de DT ou DICT, non réalisation d'investigations complémentaires, absence de réponse à une DT ou DICT, absence ou non maintien de marquage-piquetage, non respect des prescriptions techniques lors des travaux, réaliser des IC sans être certifié ...

3.4 – Bilan des actions DREAL

- **Sur la période 2016-2019, sur le territoire NA :**
 - 165 **inspections** ont été menées
 - **49 sanctions (amendes administratives + PV) infligées aux 3 acteurs : ER, RP et ET**
 - Participation à 42 actions de sensibilisations (réunions, colloques, ...)
 - Courriers de sensibilisation / avertissement :
 - **533 courriers ciblés** ont été envoyés aux responsables de projets / exécutants de travaux ou exploitants de réseaux

Merci de votre attention



construire sans détruire
www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr



PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE